



# Les Comptes Nationaux de 2018

• <i>Environnement économique international</i>	1
• <i>Situation économique nationale</i>	2
• <i>Une offre toujours portée par le secteur tertiaire</i>	2
• <i>Une demande soutenue par la consommation privée</i>	3
• <i>Perspectives pour 2019</i>	4
• <i>Annexes</i>	5

*Avec un taux de croissance du PIB qui s'établit à 4,1% en 2018 après 3,5% en 2017, l'économie nationale affiche non seulement une reprise, mais présente un regain de dynamisme dans les trois grands secteurs d'activité. Elle a ainsi tiré profit de la hausse des cours internationaux de matières premières (pétrole brut, cacao et coton), de l'amélioration de l'offre et de la diversification de son tissu économique, notamment la production de plus en plus grande du gaz naturel.*

*Du côté de l'offre, la croissance de 2018 continue d'être tirée par le secteur tertiaire qui enregistre une contribution à la croissance de 2,3 points, suivi par les secteurs secondaire (0,8 point) et primaire (0,7 point). Par branche d'activité, les branches commerce et réparation, bâtiments et travaux publics (BTP), les industries agro-alimentaires les banques et organismes financiers et l'agriculture vivrière ont porté la croissance en 2018. L'accroissement de la production de gaz naturel a fortement atténué l'impact négatif des activités extractives sur la croissance économique (-0,1 point après -1,1 point en 2017).*

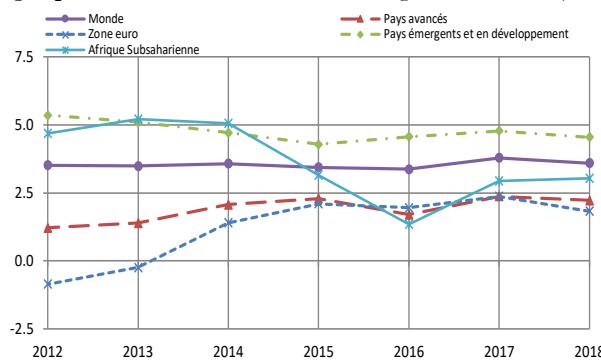
*Du côté de la demande, la croissance de 2018 est principalement tirée par la consommation finale des ménages qui contribue de 3,0 points, suivie par la composante privée de l'investissement (2,0 points). Le solde des échanges extérieurs de biens et services se dégrade davantage ; c'est ainsi que sa contribution au PIB est négative de 1,6 point en 2018 après 0,2 point en 2017.*

## ■ *Environnement économique international*

### *... la croissance mondiale ralentit*

L'activité économique mondiale perd 0,2 point de croissance en 2018 pour se situer à 3,6%, après 3,8% un an plus tôt et 3,4% en 2016. Ce fléchissement de l'expansion mondiale s'explique par l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, les tensions macroéconomiques en Argentine et en Turquie, les perturbations du secteur automobile en Allemagne, le durcissement de la politique du crédit en Chine et le resserrement des conditions financières. A ces facteurs, s'ajoute la normalisation de la politique monétaire dans les plus grands pays avancés.

**Graphique 1** : Taux de croissance dans les régions du monde (en%)



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019

La croissance dans les économies avancées s'établit à 2,2% en 2018 après 2,4% en 2017. Elle se situe à 0,8% après 1,9% au Japon. En Allemagne et en France, l'activité évolue de 1,5% en 2018 après

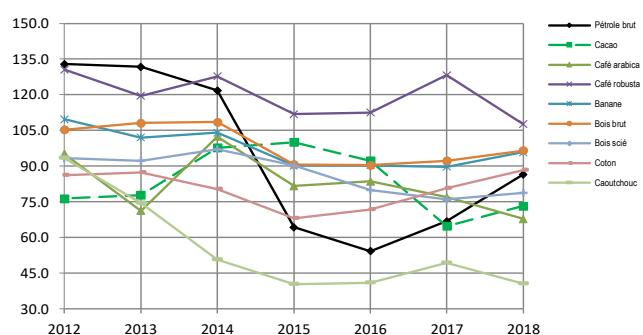
respectivement 2,5% et 2,2% en 2017. Faisant exception à cette tendance baissière, l'expansion aux États-Unis est restée robuste : 2,9% après 2,2%.

Le fléchissement de la croissance est également observé au sein des pays émergents et en développement (4,5% après 4,8%). La Chine perd 0,2 point de croissance, et croît de 6,6% en 2018. En Russie, la croissance s'établit à 2,3% après 1,6% en 2017. Au Brésil, elle est stable à 1,1%.

En Afrique subsaharienne la reprise économique se poursuit : 3,0% après 2,9% en 2017. Cette évolution cache cependant des disparités entre les pays riches en ressources naturelles, avec une croissance morose (1,4% après 0,5%), et les autres (4,1% après 4,6%) plus dynamiques.

Dans la zone CEMAC, la reprise reste faible : 1,7% en 2018 après 0,1% en 2017 et -0,3% en 2016.

**Graphique 2** : Indice des cours des matières premières exportées



Source : Banque Mondiale

Les prix des produits de base restent à des niveaux modérés. Le pétrole brut enregistre une hausse de 29,4% après 23,3% en 2017. Les principales cultures exportées par le pays, enregistrent une hausse des

cours de 5,7% en 2018 contre -9,2% en 2017. L'inflation mondiale reste élevée (3,6% après 3,2%), tirée par les économies avancées.

## Situation économique nationale

### *... regain de la croissance*

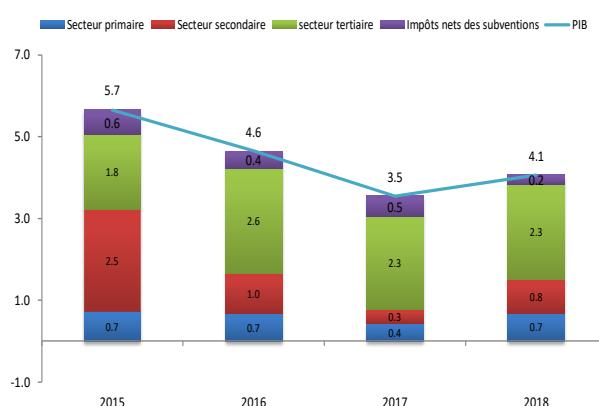
L'économie nationale gagne 0,6 point de croissance en 2018, pour s'établir à 4,1% après 3,5% en 2017. Ce regain d'activité s'explique principalement, d'une part, par l'atténuation de la baisse observée dans l'extraction d'hydrocarbures (-2,7% après -16,4%) du fait d'une production importante de gaz naturel en 2018, et d'autre part, par le regain d'activité enregistré par l'agriculture, en lien avec la bonne tenue de l'agriculture industrielle et d'exportation (+3,9% contre -3,1% en 2017).

Hors pétrole, la croissance est plus importante, mais elle est moins dynamique. Elle s'établit à 4,4% en 2018 contre 5,0% en 2017.

### *• Une offre toujours portée par le secteur tertiaire*

En 2018, la croissance reste soutenue par le secteur tertiaire, dont la contribution est de 2,3 points comme en 2017. Les secteurs primaire et secondaire contribuent respectivement de 0,7 point et 0,8 point à la croissance nationale.

**Graphique 3:** Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB réel (en points de croissance)



### *... accélération de la croissance dans le secteur primaire*

L'évolution de l'activité dans le secteur primaire s'établit à 5,1% en 2018 après 3,2% en 2017. Cette évolution résulte du dynamisme observé dans les

En zone CEMAC, elle reste contenue à 1,9% après 0,8%. Au Cameroun, l'inflation s'établit à 1,1% en 2018 après une évolution de 0,6% en 2017.

branches agriculture (0,5 point), et sylviculture et exploitation forestière (0,2 point).

Le regain de l'agriculture est à mettre en lien avec la reprise observée dans sa sous-branche agriculture industrielle et d'exportation, qui croît de 3,9% en 2018 contre -3,1% en 2017. L'offre s'est améliorée dans les autres bassins de production de ces cultures de rente (cacao, thé, banane, caoutchouc, etc.) pour faire face aux tensions sociales dans le Sud-Ouest.

Le dynamisme dans la branche sylviculture et exploitation forestière est lié à l'accroissement de la demande internationale, notamment en destination de la Chine et du Vietnam.

### *... regain de croissance dans le secteur secondaire*

En 2018, le secteur secondaire gagne 1,8 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. L'activité économique du secteur croît de 3,1% après 1,3% en 2017. Cette évolution engendre une contribution de 0,8 point à la croissance nationale en 2018, soit 0,5 point de plus par rapport à 2017.

Ce regain de croissance s'explique principalement, toutes choses égales par ailleurs, par une importante production de gaz naturel en 2018 (+272,2%), qui a permis d'atténuer la baisse d'activité enregistrée la branche extraction d'hydrocarbures ces dernières années (-2,7% en 2018 après -16,4% en 2017, du fait de la déplétion naturelle des champs de production de pétrole brut. La branche contribue négativement de 0,1 point à la croissance du PIB, après -1,1 point en 2017, soit un gain de 1 point de croissance.

La branche des bâtiments et travaux publics (BTP) continue de soutenir la croissance de ce secteur, en restant suffisamment dynamique : 7,6% en 2018 après 8,9% en 2017. Elle contribue de 0,4 point à la croissance du PIB. Ce dynamisme est à mettre en lien avec la poursuite des grands chantiers d'infrastructures routières, de construction des routes de désenclavement des bassins de production agricole.

Les branches des industries de boissons et des industries de transformation du bois, sauf fabrication de meubles ont également contribué significativement à cette évolution.

Par contre, la croissance du secteur a été particulièrement plombée par une baisse importante de l'activité dans la branche raffinage de pétrole brut<sup>1</sup> (-48,0% après -7,8%), du fait de l'arrêt technique de la SONARA au cours des mois d'avril à novembre 2018.

### *... le secteur tertiaire demeure le moteur de la croissance, malgré une stabilisation de son rythme de croissance*

Le secteur tertiaire progresse de 4,4% en 2018, après 4,3% l'année précédente. Cette performance est particulièrement imputable au dynamisme des branches : Commerce et réparation des véhicules (+5,1% après 4,5%) et Banques et organismes financiers (+10,2% après 6,0%).

En revanche, la branche de l'information et télécommunication enregistre un recul (-2,1 contre +5,7% en 2017) pour la première fois en près d'une décennie, en dépit de la diversification de la fourniture des nouveaux produits et services innovants aux consommateurs.

#### Encadré : évolution de l'activité raffinerie de pétrole brut

##### **Estimation de la valeur ajoutée du raffinage de pétrole brut : baisse de 48%**

Ces dernières années, la SONARA a entrepris des travaux d'extension et de modernisation de son appareil de production. Ces travaux ont entraîné des arrêts techniques des unités de production de l'entreprise. Par conséquent, la production nationale a considérablement décru au bénéfice des importations de pétrole raffiné en vue satisfaire la demande sur le marché local.

En 2018, l'arrêt technique a duré 08 mois et induit une chute de la valeur ajoutée de l'ordre de 48%. Pour faire face à cette situation, l'entreprise a eu recours à des importations massives de produits blancs (+75,8%) pour approvisionner le marché local dont elle assure la majeure partie de la couverture (77% contre 23% pour les marqueteurs). Ainsi, les ventes cumulées sur le marché national (1 613 804 m<sup>3</sup> TA) en 2018 ont été assurées à 60% par des produits importés.

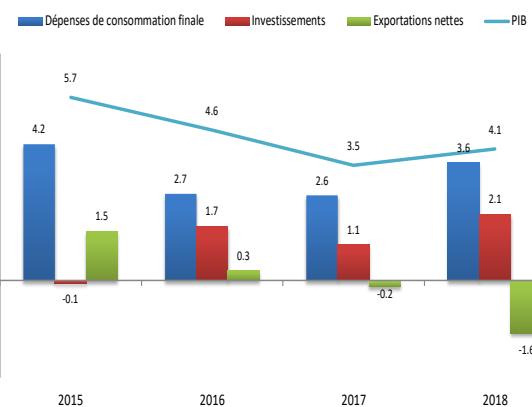
Toutefois, l'estimation de la valeur ajoutée de la branche de raffinage est le résultat combiné des activités des ventes de la production et des marges sur les ventes des produits pétroliers importés (production secondaire de la SONARA).

L'incendie subi par la SONARA dans la nuit du 31 mai 2019, et qui a consumé quatre (4) des treize (13) unités de production du processus de raffinage conduisant à l'arrêt de la chaîne de production pourrait continuer à impacter négativement la production des produits raffinés pétroliers en 2019. L'activité se limiterait essentiellement au commerce de produits raffinés importés. La facture des produits raffinés importés, qui s'élève à plus de 518 milliards de FCFA en 2018, pourrait s'alourdir en 2019 et contribuerait davantage à alimenter les tensions sur les réserves de change du pays.

### • *Une demande soutenue par la consommation privée*

Du côté de la demande, la consommation finale, reste la principale composante du PIB, avec une contribution de 3,6 points à la croissance nationale. En volume, elle s'accélère avec une évolution de 4,6% en 2018 après 3,3% en 2017. Cette évolution est tributaire du dynamisme des consommations à la fois privée et publique.

**Graphique 4:** Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points de croissance)



### *... légère accélération de la consommation privée*

Les dépenses de consommation finale privée évoluent de 4,7% en 2018 après 4,3% en 2017. Elles contribuent de 3,1 points à la croissance nationale. Ces dépenses sont portées par les produits agricoles, les boissons, les services d'hôtellerie et de restauration et les produits chimiques.

### *... reprise de la consommation publique*

Les dépenses de consommation finale publique croissent de 3,9% en 2018 contre une évolution de -1,6% en 2017. Cette évolution s'explique par la dynamique des dépenses courantes de l'Etat, tirée essentiellement par les salaires versés aux agents publics.

### *... accélération des investissements*

Les dépenses d'investissement présentent une évolution de 7,8% après 4,2% en 2017. Leur contribution à la croissance nationale est de 2,1 points contre 1,1 point en 2017.

<sup>1</sup> Voir encadré pour plus de détails

### *... baisse de l'investissement public*

L'investissement public baisse à nouveau en 2018, mais à un rythme moins élevé (-3,1% après -6,0%). Sa contribution à la croissance passe à -0,2 point après -0,3 point en 2017. Cette évolution serait imputable au retard observé dans le paiement des décomptes des dépenses d'investissement sur ressources intérieures.

### *... accélération de l'investissement privé*

L'investissement privé affiche, au contraire, une évolution de 9,6% en 2018 après 6,7% en 2017. Sa contribution à la croissance est de 2,0 points après 1,4 point en 2017. Cette accélération est à mettre en lien avec l'augmentation des crédits au secteur privé (+11,9%), en particulier les financements octroyés à l'endroit des entreprises sous-traitantes des travaux relatifs aux projets structurants et de construction des infrastructures de la CAN.

### *... reprise des exportations*

Les exportations en volume de biens et services augmentent de 2,3% en 2018 après une baisse de 1,6% en 2017. Leur contribution à la croissance se situe à 0,5 point après -0,3 point en 2017, soit un gain de 0,8 point en 2018.

Les exportations de biens constituent la composante la plus dynamique. Les produits qui contribuent positivement à cette évolution sont : les hydrocarbures (6,5% contre -28,3%), les bois sciés, les bois grumes et les produits chimiques.

La part des exportations dans le PIB se situe à 19,3% en 2018, contre 18,6% en 2017.

Les prix des exportations augmentent globalement de 7,4% en 2018 après une hausse de 3,1%. La hausse des prix des biens exportés est liée à la remontée des cours du pétrole brut et de ceux des principales cultures exportées.

### *... accélération des importations*

En 2018, les importations en volume augmentent de 8,1% après une baisse continue enregistrée depuis 2015. Ce renversement de tendance est imputable aux importations de biens qui enregistrent une hausse de 9,3% en 2018 après un recul de 3,8% en 2017.

La part des importations dans le PIB se chiffre à 23,7% après 22,6% en 2017.

Les produits qui contribuent significativement à cette évolution sont : les produits du raffinage, les machines et appareils, les ouvrages en métaux, les produits chimiques et les viandes et poissons.

Les importations de services enregistrent également une augmentation en volume : 4,7% en 2018 après 10,7% en 2017.

Globalement, les importations contribuent négativement à la croissance du PIB de 2,1 points.

Les prix des importations augmentent, tout en restant modérés : 2,5% en 2018 contre -0,3% en 2017.

## *Perspectives pour 2019*

Selon le FMI, l'expansion de l'économie mondiale devrait décélérer en 2019 pour s'établir à 3,3%. En Afrique subsaharienne, la reprise devrait cependant se poursuivre, malgré un environnement extérieur moins porteur (montée des tensions commerciales, instabilité des conditions commerciales, baisse des cours des produits de base). La croissance de la zone devrait s'établir à 3,5% en 2019 après 3,0% en 2018.

L'économie camerounaise devrait consolider la reprise amorcée en 2018. Cette performance serait liée aux travaux de finition des chantiers d'infrastructures routières et sportives liés à la CAN 2021, les travaux relatifs aux infrastructures de communication notamment les routes pour désenclaver les grands bassins de production. Face à ces éléments qui alimentent l'optimisme, des facteurs de risque restent perceptibles : la crise sécuritaire dans le pays et l'incendie qui a endommagé les infrastructures de production de la SONARA. Dans ce contexte, le taux de croissance économique pourrait s'améliorer pour s'établir aux environs de 4,5% en 2019.

**Tableau 1 : PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)**

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1. Production	26 283,7	28 207,1	29 313,6	30 283,6	30 908,4	32 610,5
2. Consommation intermédiaire	11 261,6	12 105,4	12 485,5	12 489,5	12 245,9	12 873,1
3. Valeur Ajoutée (1-2)	15 022,1	16 101,7	16 828,1	17 794,1	18 662,6	19 737,3
4. Impôts sur les produits	959,2	1 174,6	1 457,2	1 550,7	1 665,8	1 755,2
<b>PIB (3+4)</b>	<b>15 981,3</b>	<b>17 276,3</b>	<b>18 285,4</b>	<b>19 344,8</b>	<b>20 328,4</b>	<b>21 492,5</b>

**Tableau 2 : PIB constant 2005, optique production (en milliards de FCFA)**

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1. Production	21 113,0	22 408,8	23 423,9	24 320,6	24 618,9	25 405,2
2. Consommation intermédiaire	9 017,2	9 686,2	10 011,6	10 299,9	10 138,4	10 325,7
3. Valeur Ajoutée (1-2)	12 095,8	12 722,6	13 412,3	14 020,7	14 480,5	15 079,5
4. Impôts sur les produits	796,9	928,8	1 010,6	1 072,6	1 148,5	1 184,4
<b>PIB</b>	<b>12 892,7</b>	<b>13 651,4</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 093,3</b>	<b>15 629,0</b>	<b>16 263,9</b>

**Tableau 3 : PIB constant 2005, optique production (évolution des volumes en %)**

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1. Production	4,3	6,1	4,5	3,8	1,2	3,2
2. Consommation intermédiaire	2,7	7,4	3,4	2,9	-1,6	1,8
3. Valeur Ajoutée (1-2)	5,5	5,2	5,4	4,5	3,3	4,1
4. Impôts sur les produits	4,5	16,5	8,8	6,1	7,1	3,1
<b>PIB</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>

**Tableau 4 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)**

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	<b>2 221,2</b>	<b>2 457,8</b>	<b>2 701,2</b>	<b>2 813,3</b>	<b>2 921,6</b>	<b>3 099,9</b>
Agriculture	1 571,5	1 720,7	1 889,9	1 985,5	2 014,1	2 136,7
Elevage et chasse	232,2	243,9	261,1	272,8	290,0	321,2
Sylviculture et exploitation forestière	361,2	434,0	486,0	488,1	543,3	559,3
Pêche et pisciculture	56,3	59,3	64,2	67,0	74,2	82,7
Secteur secondaire	4 415,7	4 688,8	4 604,6	4 731,7	5 140,7	5 541,1
Industries extractives	<b>1 092,4</b>	<b>1 164,5</b>	<b>803,2</b>	<b>645,0</b>	<b>740,8</b>	<b>1 025,0</b>
dont extraction d'hydrocarbures	1 077,3	1 148,7	783,5	622,9	718,3	1 000,0
Industries Agro-alimentaires	<b>1 050,9</b>	<b>1 084,2</b>	<b>1 175,2</b>	<b>1 279,6</b>	<b>1 318,3</b>	<b>1 380,0</b>
Autres Industries manufacturières	1 345,3	1 407,6	1 506,0	1 595,2	1 756,2	1 685,3
Production et distribution d'électricité	106,1	133,4	135,9	148,9	154,7	158,2
Production et distribution d'eau et assainissement	100,1	105,5	117,5	115,8	123,6	120,2
BTP	720,8	793,6	866,8	947,1	1 047,1	1 172,3
Secteur tertiaire	<b>8 385,2</b>	<b>8 955,2</b>	<b>9 522,3</b>	<b>10 249,1</b>	<b>10 600,2</b>	<b>11 096,3</b>
Commerce, réparation véhicules	2 584,2	2 790,6	2 891,8	2 951,6	3 112,6	3 206,7
Restaurants et hôtels	536,3	555,4	677,4	778,5	838,4	916,2
Transports, entrepôts, communications	930,5	993,6	1 094,1	1 199,6	1 222,8	1 297,3
Informations et télécommunications	301,7	322,3	331,1	374,4	365,3	334,8
Banques et organismes financiers	431,5	466,7	499,0	544,6	584,6	641,4
Administration publique, sécurité sociale	<b>818,1</b>	<b>873,2</b>	<b>936,6</b>	<b>978,1</b>	<b>1 024,2</b>	<b>1 070,2</b>
Education	478,8	517,7	553,9	599,9	623,0	653,6
Santé et action sociale	343,7	367,0	365,0	376,5	389,4	407,6
Autres services	1 960,6	2 068,7	2 173,4	2 445,9	2 439,9	2 568,6
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>15 022,1</b>	<b>16 101,7</b>	<b>16 828,1</b>	<b>17 794,1</b>	<b>18 662,6</b>	<b>19 737,3</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	959,2	1 174,6	1 457,2	1 550,7	1 665,8	1 755,2
<b>PIB</b>	<b>15 981,3</b>	<b>17 276,3</b>	<b>18 285,4</b>	<b>19 344,8</b>	<b>20 328,4</b>	<b>21 492,5</b>

**Tableau 5 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (évolutions des volumes en %)**

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	<b>7,0</b>	<b>6,2</b>	<b>5,3</b>	<b>5,0</b>	<b>3,2</b>	<b>5,1</b>
Agriculture	7,3	4,7	6,3	6,0	2,2	4,8
Elevage et chasse	9,8	5,7	7,2	4,3	4,7	4,4
Sylviculture et exploitation forestière	4,7	13,8	0,2	1,2	6,3	7,3
Pêche et pisciculture	2,4	3,0	3,1	5,0	4,5	3,1
Secteur secondaire	6,9	5,5	9,6	3,6	1,3	3,1
Industries extractives	<b>8,4</b>	<b>14,3</b>	<b>24,8</b>	<b>-3,4</b>	<b>-16,1</b>	<b>-2,6</b>
dont extraction d'hydrocarbures	8,4	14,4	24,8	-3,6	-16,4	-2,7
Industries Agro-alimentaires	6,8	1,9	1,9	5,7	7,5	4,0
Autres Industries manufacturières	5,1	0,4	4,0	4,4	5,6	3,3
Production et distribution d'électricité	12,2	12,6	8,9	3,3	5,9	1,2
Production et distribution d'eau et assainissement	4,1	4,0	10,0	-1,4	6,5	2,6
BTP	8,0	7,5	8,4	10,4	8,9	7,6
Secteur tertiaire	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>3,4</b>	<b>4,9</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>
Commerce, réparation véhicules	2,7	6,4	3,5	5,6	4,5	5,1
Restaurants et hôtels	-7,0	-2,1	2,2	6,6	5,3	4,3
Transports, entrepôts, communications	8,2	3,0	4,3	2,2	4,2	4,0
Informations et télécommunications	8,0	7,3	5,1	6,0	5,7	-2,3
Banques et organismes financiers	14,6	5,6	6,9	5,2	6,0	10,2
Administration publique, sécurité sociale	<b>4,4</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,6</b>	<b>4,8</b>	<b>3,5</b>
Education	4,7	6,4	4,3	6,0	4,2	3,5
Santé et action sociale	4,1	4,5	-2,9	0,8	3,5	5,3
Autres services	4,3	3,5	2,2	5,9	3,2	4,3
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>5,5</b>	<b>5,2</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>3,3</b>	<b>4,1</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	4,5	16,5	8,8	6,1	7,1	3,1
<b>PIB</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>

**Tableau 6 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)**

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>
Agriculture	0,7	0,4	0,6	0,6	0,2	0,5
Elevage et chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,1	0,3	0,0	0,0	0,1	0,2
Pêche et pisciculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	1,8	1,5	2,5	1,0	0,3	0,8
Industries extractives	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,1</b>
dont extraction d'hydrocarbures	0,5	0,8	1,5	-0,3	-1,1	-0,1
Industries Agro-alimentaires	0,4	0,1	0,1	0,3	0,5	0,3
Autres Industries manufacturières	0,4	0,0	0,3	0,3	0,4	0,2
Production et distribution d'électricité	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Production et distribution d'eau et assainissement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
BTP	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4
Secteur tertiaire	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>
Commerce, réparation véhicules	0,5	1,1	0,6	0,9	0,8	0,9
Restaurants et hôtels	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Transports, entrepôts, communications	0,5	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2
Informations et télécommunications	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	-0,1
Banques et organismes financiers	0,4	0,1	0,2	0,1	0,2	0,3
Administration publique, sécurité sociale	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>
Education	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
Santé et action sociale	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1
Autres services	0,5	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>5,1</b>	<b>4,9</b>	<b>5,1</b>	<b>4,2</b>	<b>3,0</b>	<b>3,8</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	0,3	1,0	0,6	0,4	0,5	0,2
<b>PIB</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>

**Tableau 7 : Le PIB et ses emplois (en milliards de FCFA)**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1. Dépense de Consommation Finale	13 011,8	14 016,6	15 168,4	15 885,5	16 484,7	17 535,4
dont privée	11 041,9	11 916,9	12 923,6	13 540,0	14 220,3	15 148,3
publique	1 969,9	2 099,7	2 244,9	2 345,5	2 264,4	2 387,1
2. FBCF	3 614,4	4 101,3	4 214,3	4 370,5	4 670,1	4 896,4
dont privée	2 828,7	3 284,1	3 400,3	3 442,6	3 773,8	4 046,7
publique	785,8	817,2	814,0	927,9	896,4	849,8
3. Variation des stocks	69,4	54,8	-119,1	3,0	-8,9	2,9
4. INVESTISSEMENT (2+3)	<b>3 683,8</b>	<b>4 156,1</b>	<b>4 095,2</b>	<b>4 373,5</b>	<b>4 661,3</b>	<b>4 899,3</b>
5. Exportations nettes	<b>-714,4</b>	<b>-896,4</b>	<b>-978,2</b>	<b>-914,2</b>	<b>-817,6</b>	<b>-942,2</b>
6. Exportations	4 086,1	4 308,4	4 070,3	3 721,8	3 777,8	4 151,0
Exportations des biens	3 032,0	3 252,9	3 091,7	2 708,7	2 689,9	2 917,7
Exportations des services	1 054,0	1 055,5	978,6	1 013,1	1 087,9	1 233,3
7. Importations	4 800,4	5 204,8	5 048,5	4 636,0	4 595,4	5 093,2
Importations des biens	3 579,8	3 940,3	3 822,2	3 356,0	3 242,2	3 642,1
Importations des services	1 220,7	1 264,5	1 226,3	1 280,1	1 353,3	1 451,1
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>15 981,3</b>	<b>17 276,3</b>	<b>18 285,4</b>	<b>19 344,8</b>	<b>20 328,4</b>	<b>21 492,5</b>

**Tableau 8 : Le PIB et ses emplois (évolutions des volumes en %)**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1. Dépense de Consommation Finale	6,1	5,1	5,2	3,3	3,3	4,6
dont privée	6,2	5,3	5,3	3,3	4,3	4,7
publique	5,5	4,3	4,7	3,2	-1,6	3,9
2. FBCF	5,6	13,0	2,5	4,8	4,0	7,2
dont privée	5,4	15,6	3,3	2,3	6,7	9,6
publique	6,2	3,6	-0,6	15,2	-6,0	-3,1
3. Variation des stocks	175,1	-37,7	-262,8	-96,3	-395,1	368,8
4. INVESTISSEMENT (2+3)	<b>6,8</b>	<b>12,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>6,5</b>	<b>4,2</b>	<b>7,8</b>
5. Exportations nettes	<b>19,3</b>	<b>19,1</b>	<b>-18,7</b>	<b>-4,8</b>	<b>3,2</b>	<b>28,7</b>
6. Exportations	4,2	5,3	6,4	-0,6	-1,6	2,3
Exportations des biens	2,8	10,4	10,8	-4,4	-5,0	2,3
Exportations des services	7,8	-8,2	-7,5	13,6	9,2	2,4
7. Importations	7,5	8,6	-0,3	-1,5	-0,6	8,1
Importations des biens	5,5	10,9	1,1	-2,0	-3,8	9,3
Importations des services	14,1	1,7	-5,2	0,2	10,7	4,7
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>

**Tableau 9 : Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1. Dépense de Consommation Finale	4,9	4,2	4,2	2,7	2,6	3,6
dont privée	4,1	3,6	3,6	2,2	2,8	3,1
publique	0,8	0,6	0,6	0,4	-0,2	0,5
2. FBCF	1,4	3,3	0,7	1,2	1,0	1,9
dont privée	1,1	3,1	0,7	0,5	1,4	2,0
publique	0,3	0,2	0,0	0,8	-0,3	-0,2
3. Variation des stocks	0,3	-0,2	-0,8	0,4	0,1	0,2
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1,7	3,1	-0,1	1,7	1,1	2,1
5. Exportations nettes	-1,2	-1,4	1,5	0,3	-0,2	-1,6
6. Exportations	0,9	1,2	1,4	-0,1	-0,3	0,5
Exportations des biens	0,5	1,7	1,8	-0,8	-0,8	0,3
Exportations des services	0,5	-0,5	-0,4	0,6	0,5	0,1
7. Importations	2,2	2,6	-0,1	-0,4	-0,2	2,1
Importations des biens	1,2	2,4	0,3	-0,5	-0,8	1,8
Importations des services	0,9	0,1	-0,4	0,0	0,6	0,3
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>

**Tableau 10 : Le PIB et ses emplois – évolutions des prix (en %)**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1. Dépense de Consommation Finale	1,5	2,5	2,9	1,4	0,5	1,7
dont privée	1,2	2,5	3,0	1,4	0,7	1,7
publique	2,9	2,2	2,1	1,3	-1,9	1,4
2. FBCF	1,2	0,4	0,2	-1,0	2,8	-2,2
dont privée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Variation des stocks	1 938,3	26,8	33,6	-167,9	-0,4	-106,9
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1,9	0,7	-1,2	0,2	2,3	-2,5
5. Exportations nettes	-2,9	5,4	34,2	-1,9	-13,3	-10,5
6. Exportations	1,1	0,2	-11,2	-8,0	3,1	7,4
Exportations des biens	1,1	-2,8	-14,2	-8,3	4,5	6,0
Exportations des services	1,5	9,0	0,3	-8,8	-1,7	10,7
7. Importations	-0,7	-0,2	-2,7	-6,7	-0,3	2,5
Importations des biens	-1,4	-0,8	-4,1	-10,4	0,4	2,8
Importations des services	1,4	1,9	2,3	4,1	-4,5	2,4
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>

**Tableau 11 : Echanges extérieurs, principaux produits d'exportation et d'importation (en milliards de FCFA)**

Produits	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Total des exportations</b>	<b>4 086,1</b>	<b>4 308,4</b>	<b>4 070,3</b>	<b>3 721,8</b>	<b>3 777,8</b>	<b>4 151,0</b>
Produits de l'agriculture	290,4	352,7	527,1	469,4	303,8	294,5
Produits de l'élevage et de la chasse	123,1	109,1	114,0	119,6	125,6	139,0
Produits sylvicoles	110,9	123,1	132,9	115,8	149,4	160,1
Produits énergétiques	1 281,7	1 396,2	1 134,4	884,2	943,8	1 177,7
Produits de l'industrie agro-alimentaire	120,8	105,2	109,6	113,0	123,6	130,8
Produits de l'industrie textile et de l'habil	98,3	80,8	99,0	91,0	100,0	118,2
Produits du travail du bois et articles en bo	313,2	306,4	321,8	341,2	332,5	333,5
Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	364,8	375,0	317,6	308,1	307,6	283,2
Transports et entreposage	362,4	328,2	327,3	319,3	341,2	358,0
Services professionnels, scientifiques et tec	226,7	241,3	191,1	202,8	175,0	192,3
Correction territoriale	261,5	269,9	301,5	338,8	365,5	401,7
<b>Total des importations</b>	<b>4 800,4</b>	<b>5 204,8</b>	<b>5 048,5</b>	<b>4 636,0</b>	<b>4 595,4</b>	<b>5 093,2</b>
Produits de l'agriculture	109,3	109,5	116,8	107,1	125,3	132,0
Produits de l'élevage et de la chasse	51,5	36,4	41,5	37,9	41,0	43,9
Produits énergétiques	493,2	708,3	456,8	314,2	128,5	173,2
Autres produits d'extraction	50,1	58,6	77,5	92,0	122,4	93,5
Produits de l'industrie agro-alimentaire	706,9	587,9	641,4	582,5	599,5	590,3
Produits de l'industrie textile et de l'habil	109,5	99,8	142,2	112,7	110,2	118,2
Papiers et cartons ; produits édités et impri	97,5	88,6	106,2	94,9	88,7	85,9
Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	341,0	370,9	309,0	219,6	343,6	604,2
Produits chimiques	361,4	392,4	449,0	406,7	414,1	448,3
Produits minéraux non métalliques et m	186,1	202,0	199,0	159,9	160,2	164,4
Produits métalliques de base et ouvrages en m	232,1	256,3	302,6	261,9	250,1	302,9
Machines, appareils électriques et matériels	420,1	474,3	442,1	412,4	426,5	442,0
Equipements et appareils audiovisuels et de c	146,6	178,5	153,4	219,5	107,9	114,9
Matériel de transport	195,2	292,5	266,0	223,4	216,4	209,0
Transports et entreposage	483,1	504,0	524,9	543,4	485,9	520,1
Services professionnels, scientifiques et tec	303,9	307,2	214,5	203,8	310,1	332,6
Correction territoriale	268,1	276,5	363,1	392,6	405,7	435,1
<b>Solde commercial</b>	<b>-714,4</b>	<b>-896,4</b>	<b>-978,2</b>	<b>-914,2</b>	<b>-817,6</b>	<b>-942,2</b>

**Tableau 12 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100=2005) (en milliards de FCFA)**

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Secteur primaire</b>	<b>1 744,5</b>	<b>1 852,4</b>	<b>1 950,4</b>	<b>2 048,7</b>	<b>2 114,5</b>	<b>2 221,8</b>
Agriculture	1 226,0	1 283,3	1 364,8	1 447,2	1 479,8	1 550,1
Elevage et chasse	191,0	201,8	216,3	225,7	236,3	246,6
Sylviculture et exploitation forestière	278,7	317,0	317,5	321,2	341,6	366,4
Pêche et pisciculture	48,8	50,3	51,9	54,4	56,9	58,6
<b>Secteur secondaire</b>	<b>3 395,9</b>	<b>3 583,3</b>	<b>3 925,7</b>	<b>4 065,6</b>	<b>4 116,6</b>	<b>4 244,1</b>
Industries extractives	743,4	849,4	1 059,8	1 024,0	859,1	837,2
dont extraction d'hydrocarbures	733,9	839,7	1 048,4	1 011,1	845,6	822,9
Industries Agro-alimentaires	835,1	851,2	867,6	917,3	986,5	1 026,1
Autres Industries manufacturières	1 015,9	1 019,9	1 061,2	1 108,0	1 169,8	1 208,1
Production et distribution d'électricité	79,9	89,9	97,9	101,1	107,1	108,4
Production et distribution d'eau et assainissement	87,7	91,2	100,4	99,0	105,4	108,1
BTP	633,9	681,7	739,0	816,2	888,7	956,2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6 955,4</b>	<b>7 286,8</b>	<b>7 536,2</b>	<b>7 906,4</b>	<b>8 249,4</b>	<b>8 613,6</b>
Commerce, réparation véhicules	2 162,2	2 299,8	2 379,3	2 513,4	2 627,6	2 761,7
Restaurants et hôtels	238,6	233,6	238,8	254,6	268,2	279,8
Transports, entrepôts, communications	769,2	792,0	826,2	844,2	880,0	915,5
Informations et télécommunications	293,2	314,6	330,5	350,4	370,4	362,0
Banques et organismes financiers	338,2	357,3	381,9	401,9	425,9	469,3
Administration publique, sécurité sociale	934,9	978,7	1 023,9	1 061,1	1 112,3	1 151,0
Education	396,1	421,3	439,5	465,8	485,4	502,6
Santé et action sociale	282,3	295,0	286,4	288,8	298,8	314,5
Autres services	1 540,7	1 594,4	1 629,7	1 726,2	1 780,8	1 857,1
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>12 095,8</b>	<b>12 722,6</b>	<b>13 412,3</b>	<b>14 020,7</b>	<b>14 480,5</b>	<b>15 079,5</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	796,9	928,8	1 010,6	1 072,6	1 148,5	1 184,4
<b>PIB</b>	<b>12 892,7</b>	<b>13 651,4</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 093,3</b>	<b>15 629,0</b>	<b>16 263,9</b>

**Tableau 13 : Le PIB réel et ses emplois (base 100=2005) (en milliards de FCFA)**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	<b>10 507,9</b>	<b>11 045,7</b>	<b>11 620,7</b>	<b>12 006,0</b>	<b>12 402,2</b>	<b>12 970,7</b>
dont privée	8 713,4	9 173,6	9 660,7	9 983,7	10 411,9	10 901,7
publique	1 794,5	1 872,2	1 960,1	2 022,3	1 990,3	2 068,9
<b>2. FBCF</b>	<b>3 252,4</b>	<b>3 675,1</b>	<b>3 768,3</b>	<b>3 948,5</b>	<b>4 106,1</b>	<b>4 401,3</b>
dont privée	2 545,4	2 942,8	3 040,5	3 110,2	3 318,0	3 637,5
publique	707,1	732,3	727,8	838,3	788,1	763,8
<b>3. Variation des stocks</b>	<b>63,5</b>	<b>39,5</b>	<b>-64,4</b>	<b>-2,4</b>	<b>7,1</b>	<b>33,2</b>
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>3 315,9</b>	<b>3 714,6</b>	<b>3 704,0</b>	<b>3 946,1</b>	<b>4 113,2</b>	<b>4 434,5</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-931,1</b>	<b>-1 109,0</b>	<b>-901,9</b>	<b>-858,8</b>	<b>-886,4</b>	<b>-1 141,2</b>
<b>6. Exportations</b>	<b>2 880,9</b>	<b>3 032,6</b>	<b>3 225,7</b>	<b>3 205,3</b>	<b>3 154,3</b>	<b>3 228,0</b>
Exportations des biens	2 083,1	2 299,9	2 548,3	2 435,9	2 314,1	2 367,8
Exportations des services	797,8	732,8	677,5	769,4	840,3	860,3
<b>7. Importations</b>	<b>3 812,0</b>	<b>4 141,6</b>	<b>4 127,6</b>	<b>4 064,2</b>	<b>4 040,7</b>	<b>4 369,3</b>
Importations des biens	2 870,6	3 184,5	3 220,3	3 154,8	3 034,3	3 315,5
Importations des services	941,4	957,1	907,3	909,4	1 006,4	1 053,7
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>12 892,7</b>	<b>13 651,4</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 093,3</b>	<b>15 629,0</b>	<b>16 263,9</b>

## **Equipe Technique**

### ***Supervision générale***

1. TEDOU Joseph, *Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)*

2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, *Directeur Général Adjoint, INS*

### ***Coordination technique***

1. NGUINGNANG Bernard, *Chef du Département des Synthèses Economiques*

2. NGHOGUE VOUFO Léonel Erith, *Chef de Division de la Comptabilité Nationale*

### ***Equipe de rédaction***

1. TALOM Alain, *Chargé d'Etudes*

2. DEFFO Achille Carlos, *Chargé d'Etudes*

3. NGOUANA Serges, *Chargé d'Etudes*

4. KAMSU KAGO Brice, *Chargé d'Etudes*

5. FOLEFACK née NGUIMDO Nadine, *Chargé d'Etudes*

6. TEPONGNING MEGNIFO Hervé, *Chargé d'Etudes Assistant*

7. FOTSO KEGNE Elie, *Chargé d'Etudes Assistant*

***Institut National de la Statistique***

*BP : 134 Yaoundé - Cameroun*

*Tél : (237) 222 22 04 45*

*Fax : (237) 222 23 24 37*

*Site Web: [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)*

*Une Publication du Département des Synthèses  
Economiques*

*© INS, Juillet 2019*